

A Tunis, l'espoir d'une transition démocratique

Le Monde | 15.01.11 | 10h54 • Mis à jour le 17.01.11 | 08h09

Abonnez-vous
15 € / mois

- [63](#)

Réagissez

D'accord, pas d'accord ? Réagissez aux articles du Monde.fr Pour réagir, devenez abonné pour seulement

15€ /mois + 1 mois offert. [Abonnez-vous](#)

Déjà abonné ?

email

Mémorisez | [Oublié ?](#)

- [Classez](#)

Classez

Le classeur vous permet de conserver des articles et de constituer des dossiers d'archives. Pour en profiter, devenez abonné pour seulement

15€ /mois + 1 mois offert. [Abonnez-vous](#)

Déjà abonné ?

email

Mémorisez | [Oublié ?](#)

- [Recommandez](#)

Recommandez

Vous souhaitez recommander la lecture de cet article à votre entourage. Pour en profiter, devenez abonné pour seulement **15€ /mois + 1 mois offert.** [Abonnez-vous](#)

Déjà abonné ?

Mémorisez | [Oublié ?](#)

- [Imprimez](#)

Imprimez

- [Envoyez](#)

Partagez

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [Scoopio](#)
- [Delicious](#)
- [Blogmarks](#)
- [Wikio](#)
- [Viadeo](#)



Tunisie, par PlantuPlantu

Y aura-t-il un "*miracle tunisien*"? Y aura-t-il dans ce pays, à juste titre réputé pour sa tolérance et sa sagesse, une transition démocratique pacifique? La question est posée au lendemain d'une étonnante révolte de rue qui, pour la première fois dans un pays arabe, a chassé du pouvoir un régime dictatorial, corrompu et indigne. Ce qui va se jouer dans les prochains jours à Tunis dépasse le sort de la Tunisie, qui a vu, vendredi 14 janvier, s'effondrer comme un château de cartes l'autocratie "*flicarde*" que dirigeait le président [Zine El-Abidine Ben Ali](#).



Il aura fallu 23 jours d'une révolte de la rue, dans toutes les villes du pays, pour mettre fin à 23 ans de régime Ben Ali. Des dizaines de Tunisiens sont morts dans ces manifestations réprimées par des tirs à balles réelles de la police. Elles ont culminé dans une journée de chaos, de pillages et d'affrontements armés vendredi à Tunis, la capitale, à l'issue de laquelle M. Ben Ali a fui son pays pour se réfugier en Arabie saoudite.

L'état d'urgence a été déclaré; l'armée a été déployée dans les rues pour tenter de rétablir l'ordre à Tunis et alentour. La présidence par intérim est assurée par le premier ministre, [Mohammed Ghannouchi](#). Celui-ci a autorisé le retour des opposants en exil et annoncé son désir de former un gouvernement d'unité nationale avant l'organisation d'élections.

Rien n'est garanti, vraiment rien, tant le coup de colère qui s'est emparé du pays est profond, rage puisée dans des années d'humiliations et de peur, trop longtemps encaissées en silence. C'est une explosion qui était – largement – prévisible. Le régime Ben Ali, dont le bilan économique et social n'est pas négligeable, avait hermétiquement verrouillé toutes les possibilités d'expression politique ou sociale. Tout était contrôlé par le pouvoir – rares formations politiques autorisées, syndicats, justice, associations, presse, éditions, etc. Et même l'économie.

Car la [Tunisie de Ben Ali](#) n'était pas seulement un régime policier brutal, elle relevait de l'autocratie kleptomane. La "*famille*", comme disaient les Tunisiens pour parler des proches du président, et notamment de sa belle-famille, s'est emparée d'une partie de l'économie du pays – banques, tourisme, immobilier, etc. – par des moyens relevant purement et simplement du gangstérisme.

Ces régimes-là finissent mal, toujours, et il n'est pire aveugle que ceux qui se refusent à les regarder pour ce qu'ils sont. Bravant torture, tabassages et autres exactions, l'opposition tunisienne a alerté, crié des années sans jamais être entendue à Paris. La France officielle, de [François Mitterrand](#) à [Nicolas Sarkozy](#), en passant par [Jacques Chirac](#), ne voulait pas entendre. Au nom d'une realpolitik bien peu réaliste et bien peu politique, Paris a multiplié les complaisances à l'adresse de Ben Ali. Au prétexte que le régime protégeait le pays de l'islamisme – a moins qu'il ne l'ait nourri –, on se refusait à en reconnaître la vraie nature. L'avenir dira que ce ne fut pas seulement une faute morale, mais aussi, et plus encore, une erreur politique.

Article paru dans l'édition du 16.01.11